



**Convention relative  
aux droits de l'enfant**

Distr.  
GÉNÉRALE

CRC/SP/40/Add.1  
10 novembre 2008

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES  
Douzième réunion  
New York, 16 décembre 2008  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**ÉLECTION, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 43 DE LA CONVENTION  
RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT, DE NEUF MEMBRES DU  
COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT EN REMPLACEMENT  
DE CEUX DONT LE MANDAT VIENT À EXPIRATION  
LE 28 FÉVRIER 2009**

**Note du Secrétaire général**

**Additif**

1. Conformément à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la douzième réunion des États parties à la Convention se tiendra, à l'invitation du Secrétaire général, au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mardi 16 décembre 2008.
2. Les notices biographiques de 20 candidats communiquées avant le 22 août 2008 figurent dans le document CRC/SP/40.
3. On trouvera dans le présent document les notices biographiques de deux autres candidats, reçues après le 22 août 2008.

**Sharon Esther Geerlings – Headley (Suriname)**

**Date et lieu de naissance:** 21 août 1967, Paramaribo (Suriname)

**Langues de travail:** anglais

**Situation/fonction actuelle:**

- Professeur de droit/division du droit privé de l'Université du Suriname (depuis 1997);
- Conférencière sur le droit des mineurs et de la famille et le droit procédural civil;
- Présidente de l'Institut universitaire des droits de l'enfant (2001-2007);
- Directrice de l'ONG Famille et droit (depuis mars 2007).

**Principales activités professionnelles:**

Sharon Geerlings-Headley est juriste, spécialisée dans le droit des mineurs et de la famille. Elle est professeur de droit à l'Université du Suriname où elle enseigne le droit des mineurs et de la famille et le droit procédural civil, matière dans laquelle elle est aspirant au doctorat. Elle a débuté sa carrière professionnelle en 1992 comme juriste au Bureau du droit de la famille où elle était chargée des affaires concernant les enfants (mesures de protection de l'enfance, adoption, pensions alimentaires, etc.). Elle s'est occupée quotidiennement des aspects juridiques et judiciaires des affaires concernant les enfants. Ce travail a fait naître chez elle un vif intérêt pour le droit des mineurs, contribuant à orienter sa carrière vers le droit de la famille et des mineurs. Ses principaux domaines d'intérêt sont le statut juridique de l'enfant dans les affaires judiciaires et l'éducation. Elle défend activement la protection des enfants et a rédigé plusieurs textes législatifs et normatifs en faveur des enfants au Suriname. Elle a en outre effectué régulièrement des recherches sur la situation des enfants au Suriname et dans les Caraïbes, notamment sur la justice pour mineurs, la législation et les normes concernant le développement de la petite enfance et l'analyse de la situation des enfants. Elle a d'autre part eu le privilège ces dernières années de contribuer à l'élaboration de cadres et de plans juridiques et pratiques destinés à protéger et promouvoir les droits de l'enfant au niveau national. À partir de 1999, elle a élaboré le plan d'action national pour la jeunesse et a participé activement à l'organisation de l'élection du premier Conseil de la jeunesse du Suriname. Elle a fondé l'Institut universitaire des droits de l'enfant de la faculté des sciences sociales et en a assuré, la première, la présidence.

**Études:**

- Doctorat en droit – Université Anton de Kom du Suriname (mars 1996);
- Conception et gestion de politiques et programmes sociaux (formation post-universitaire) Washington, juin 2003;
- Juillet 2004 – formation post-universitaire: *Children, Youth and Development*. Institut des études sociales (ISS), La Haye (Pays-Bas);

- Octobre 2006 – Évolution du droit de la famille I (*Actualities Family Law*);
- Mai 2007 – Évolution du droit de la famille II (*Actualities Family Law*).

### **Formation**

- Signalement et conseils en cas de violence sexuelle contre des enfants (*Signalering en counseling bij seksuele Kindermishandeling*), Paramaribo (1994);
- Élaboration de politiques (*Cursus in Beleidsontwikkeling*), Paramaribo (1999);
- Rédaction d'articles scientifiques (*opstellen van wetenschappelijke documenten* (2001));
- Présentation (2001).

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

- 1998-2000 – Membre du Comité national des droits de l'enfant (Comité directeur pour la jeunesse);
- Octobre 2002-2006 – Membre suppléant du Comité pour la législation relative à l'égalité entre les sexes;
- Mars-août 2003 – Coordonnatrice et agent de formation pour le cours (sanctionné par un certificat) intitulé «L'enfant au Suriname et ses droits», Université Anton de Kom du Suriname;
- Août-octobre 2005 – Coordonnatrice et agent de formation pour le programme (sanctionné par un diplôme) intitulé «Éducation de la petite enfance», Université Anton de Kom du Suriname;
- Octobre 2006 – Coordonnatrice et agent de formation pour le programme (sanctionné par un diplôme) intitulé «Évolution du droit de la famille, module I» par le Prof. Dr. J. De Boer, Université Anton de Kom du Suriname;
- Avril 2007 – Formation dispensée à l'intention du personnel du Ministère de la justice: Examen de la législation du Suriname et de la législation internationale concernant les femmes et les enfants;
- Juin 2007 – Coordonnatrice de la formation intitulée «Évolution du droit de la famille, module II» par le Prof. Dr. J. De Boer, Université Anton de Kom du Suriname;
- A contribué aux fascicules suivants:  
*Juvenile Justice in Suriname*, octobre 2001;  
*The Rights of the Child, Questions and Answers*, novembre 2002.

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

- Évaluation des réglementations concernant le statut du mineur dans les procédures civiles (*Evaluatie van de regels betreffende de positie van de minderjarige in het burgerlijk geding*) (1996);
- Mémoire pour une politique-cadre de la jeunesse (*het jeugdbeleid*), octobre 1998;
- Chapitre de la politique nationale de l'enfance consacré à la protection des enfants (1999);
- La justice pour mineurs au Suriname (étude), dans le cadre d'un projet de recherche régional de l'UNICEF (mars 2000);
- Politique nationale de la jeunesse, présentée au Président de la République du Suriname le 10 mai 2000 (en collaboration);
- Notre droit de la famille est-il bon? Articles critiques écrits par S. Headley sur le droit de la famille surinamais (*“Is ons familierecht O.K.? Kritische artikels betreffende het Surinaams familierecht*) (août 2000);
- «Analyse de la situation des enfants et projet d'orientations pour le Ministère des affaires sociales», août 2001 (en collaboration);
- Législation sur l'éducation de la petite enfance pour le CCDC, école de formation permanente, Université des Antilles (Jamaïque) (normes et législation) (mai 2003);
- Amendement de la législation et des règlements concernant l'introduction du cycle d'éducation de base de dix ans – IDB (étude) (avril 2004);
- Une législation adaptée aux personnes âgées? (*naar een bejaarden-vriendelijke wetgeving: onderzoeksrapport naar mogelijkheden ter verbetering van de opvang, zorg en begeleiding van bejaarden in instellingen*) (février 2005);
- Plan d'action pour l'enfance 2008-2012: fondé sur les recommandations formulées en 2000 et 2007 par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU à l'intention du Suriname.

**Samira Moosa (Oman)**

**Date et lieu de naissance:** 28 Octobre 1959, Doha (Qatar)

**Langues de travail:** arabe/anglais

**Situation/fonction actuelle:**

Membre du Conseil d'État d'Oman, Comité juridique. Chef du Département de l'éducation de la petite enfance, Université Sultan Qaboos; Directrice du Centre pour le développement de l'enfant de l'Université Sultan Qaboos (supervise la formation étudiants-enseignants; responsabilités en matière d'enseignement et de recherche, d'élaboration de programmes d'enseignement et de recrutement; revoit les programmes et réalise des évaluations; planifie des ateliers pour les parents, supervise la mise au point de matériels pédagogiques).

**Principales activités professionnelles:**

- A été choisie par l'Association internationale pour l'éducation de l'enfance pour participer, en tant que représentante du monde arabe, à l'élaboration des «Lignes directrices internationales pour l'éducation et la garde des jeunes enfants» en juillet 1999 à Zurich (Suisse);
- A traduit de l'anglais en arabe en 2001 le document final du Symposium international de l'éducation de la petite enfance pour le XXI<sup>e</sup> siècle. La version arabe est à présent disponible sur le site: [www.ecec21.org](http://www.ecec21.org);
- A établi le Département de l'éducation de la petite enfance à l'Université Sultan Qaboos et a élaboré un programme de quatre ans et un programme de deux ans sanctionné par un diplôme à partir des normes internationales. A établi le Centre pour le développement de l'enfant à l'Université.

**Études:**

**PhD**, University of Southern California, 1994. Major: Early Childhood Education (Éducation de la petite enfance). Minor: Family Counselling (Consultations familiales);

**M.A.**, California State University, 1985. Major: ECE (Éducation de la petite enfance);

**B.A.**, University of California, 1982. Major, Home Economics (Économie domestique).

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Membre du Comité national pour les droits de l'enfant et Présidente du Sous-Comité de la recherche. A participé au processus d'élaboration et d'examen du rapport initial d'Oman sur la Convention relative aux droits de l'enfant et a fait partie de la délégation qui a présenté le rapport à l'ONU à Genève en 2001. Est à l'initiative de l'établissement de la première bibliothèque publique sur les enfants à Oman, dont elle préside actuellement le conseil. A établi des manuels sur le rôle des parents et dirigé des ateliers sur la question. A également dirigé des ateliers sur les

droits de l'enfant, le jeu, l'acculturation et le rôle de la famille, de l'école et de la collectivité. A mis sur pied un cours sur les soins maternels et infantiles à l'intention des étudiants de sexe masculin de l'université. Préside le comité pour l'élaboration de la loi omanaise sur les enfants.

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

(Avec M. Alshishtawi) «Assessment of Child Rights Awareness among Omani Children, Parents and Teachers», UNICEF (sous presse);

(Avec J. Hoot et T. Szecsi) «What Teachers of Young Children Should know About Islam» *Early Childhood Education Journal*, vol. 31, No.2, 2003.

-----